

L'OLIVIER
132 Chemin de Bournereau
84170 MONTEUX

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2022

SOCIÉTÉ D'EXPERTISE COMPTABLE ET DE COMMISSARIAT AUX COMPTES

18, avenue du Rhin 67100 STRASBOURG • Tél : 03 90 20 05 80 • NOS BUREAUX : STRASBOURG | METZ | PARIS
E-mail : info@auditoria.fr • Internet : www.gestion-strategies.fr • N° formateur : 426 703 862 67

• SARL au capital de 800 000 € • RCS Strasbourg TI B 495 241 853 • Siret : 495 241 853 000 11 • Code APE : 6920Z • TVA intracommunautaire : FR 454 952 418 53
SOCIÉTÉ INSCRITE AU TABLEAU DE L'ORDRE DES EXPERTS COMPTABLES D'ALSACE ET DE LA COMPAGNIE RÉGIONALE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES DE COLMAR

A l'assemblée générale de l'association,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de **L'OLIVIER** relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2022 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes, notamment pour ce qui concerne

- L'exhaustivité, l'existence et le rattachement à l'exercice des financements accordées à votre association,
- Le contrôle des fonds propres de chaque établissement.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux membres de l'association

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du trésorier et dans les autres documents adressés aux membres de l'association sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne,
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne,

- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels,
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier,
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Strasbourg, le 23 juin 2023

Pour la société AUDITORIA
Dan GOMPEL
Commissaire aux Comptes

Signé électroniquement le 26/06/2023 par
Dan Gompel

BILAN

- **Bilan Actif**
- **Bilan Passif**
- **Détail Bilan Actif**
- **Détail Bilan Passif**

BILAN ACTIF

	Brut	Amortissements Dépréciations	Net au 31/12/22	Net au 31/12/21
ACTIF IMMOBILISE				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement	142 443	132 954	9 489	5 830
Autres immobilisations incorporelles	44 419	14 953	29 467	11 100
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains	282 502	2 891	279 611	280 189
Constructions	12 710 513	5 305 152	7 405 361	7 896 943
Installations techniques, matériel et outillage	1 057 703	730 247	327 457	256 552
Autres immobilisations corporelles	1 239 901	1 038 056	201 845	247 503
Immobilisations corporelles en cours	800 414		800 414	356 276
Avances et acomptes				4 157
BIENS RECUS PAR LEGS / DONATIONS POUR CESSION				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations et créances rattachées	302 743		302 743	301 264
Autres immobilisations financières	219 761		219 761	206 234
<u>TOTAL I</u>	<u>16 800 399</u>	<u>7 224 252</u>	<u>9 576 147</u>	<u>9 566 047</u>
ACTIF CIRCULANT				
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières et autres approvisionnements				
En-cours de production (B & S)				
Marchandises				
CREANCES				
Usagers et comptes rattachés	1 724 432	4 441	1 719 991	1 629 718
Créances reçues par legs ou donations				
Autres créances	242 910		242 910	184 492
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités	3 558 580		3 558 580	3 070 318
Charges constatées d'avance	8 080		8 080	6 620
<u>TOTAL II</u>	<u>5 534 002</u>	<u>4 441</u>	<u>5 529 561</u>	<u>4 891 148</u>
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Prime de remboursement des emprunts				
Ecart de conversion - Actif				
<u>TOTAL III</u>				
TOTAL DE L'ACTIF	22 334 401	7 228 693	15 105 709	14 457 195

BILAN PASSIF

	Net au 31/12/22	Net au 31/12/21
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise	410 558	410 558
Fonds propres avec droit de reprise		
Ecart de réévaluation		
Réserves activités SMS gestion contrôlée	2 450 109	2 451 498
Autres réserves	120 219	128 297
Report à nouveau des activités sociales médico sociales	-659 568	-47 124
Report à nouveau propre	2 142 884	2 190 280
Résultat de l'exercice	494 033	-669 307
SITUATION NETTE	4 958 235	4 464 202
Fonds propres consommables		
Subvention d'investissement sur biens non renouvelables	193 148	224 984
Provisions réglementées	23 493	19 893
TOTAL I	5 174 875	4 709 079
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs et donations		
Fonds dédiés	2 793 721	2 759 564
TOTAL II	2 793 721	2 759 564
PROVISIONS		
Provisions pour risques	25 997	56 076
Provisions pour charges		
TOTAL III	25 997	56 076
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (Titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	5 470 326	5 677 794
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	253 469	228 101
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	1 069 007	914 750
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	166 813	2 932
Autres dettes	151 501	106 463
Produits constatés d'avance		2 436
TOTAL IV	7 111 115	6 932 476
COMPTES DE REGULARISATION		
Ecart de conversion - Passif		
TOTAL DU PASSIF	15 105 709	14 457 195

COMPTE DE RESULTAT

- **Compte de Résultat**
- **Détail Compte de Résultat**

COMPTE DE RESULTAT

	du 01/01/22 au 31/12/22 12 mois	du 01/01/21 au 31/12/21 12 mois	Simple : Variation en valeur
Cotisations	595		595
Ventes de Biens et services	437 674	412 885	24 789
Production stockée			
Production immobilisée			
Concours publics et subventions	9 348 255	7 691 899	1 656 356
Ressources liées à la générosité du public	2 728	3 099	-371
Contributions financières	7 800	5 730	2 070
Reprises amortissements, dépréciations et provisions	191 742	154 964	36 778
Transfert de charges	18 312	10 987	7 326
Utilisation des fonds dédiés	602 862	342 891	259 971
Autres produits	62 225	7 012	55 212
Produits d'exploitation	10 672 195	8 629 468	2 042 727
Achats de marchandises	1 120	814	306
Variation de stock de marchandises			
Achats de matières premières			
Variation de stock de matières premières			
Autres achats et charges externes	1 736 291	1 653 289	83 002
Aides financières			
Impôts et taxes	494 489	460 429	34 060
Salaires et Traitements	4 938 559	4 637 995	300 564
Charges sociales	1 963 971	1 641 941	322 030
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	715 358	693 520	21 838
Dotations aux provisions	25 997	149 578	-123 581
Report en fonds dédiés	637 019	21 300	615 719
Autres charges	169 568	86 089	83 479
Charges d'exploitation	10 682 370	9 344 955	1 337 416
RESULTAT D'EXPLOITATION	-10 176	-715 487	705 311
Produits financiers	8 815	2 884	5 931
Charges financières	106 404	66 661	39 743
Résultat financier	-97 589	-63 776	-33 812
RESULTAT COURANT	-107 764	-779 263	671 499
Produits exceptionnels	640 342	122 172	518 170
Charges exceptionnelles	36 827	11 620	25 207
Résultat exceptionnel	603 515	110 552	492 962
Participation des salariés			
Impôts sur les sociétés	1 717	596	1 121
EXCEDENT OU DEFICIT	494 033	-669 307	1 163 340
Contributions volontaires en nature			
Charges des contributions volontaires en nature			

SOMMAIRE DE L'ANNEXE

- Règles et méthodes comptables
- Analyse des résultats
- Résultats administratifs
- Analyse des reports à nouveau
- Tableau des immobilisations
- Tableau des amortissements
- Tableau des fonds propres
- Tableau des réserves et provisions
- Suivi des fonds dédiés
- Suivi des subventions d'investissement
- Etat des créances et dettes
- Produits à recevoir
- Charges à payer
- Charges et produits constatés d'avance
- Charges et produits exceptionnels
- Engagements financiers
- Tableau du personnel
- Concours publics et subventions
- Honoraires de commissariat aux comptes

REGLES ET METHODES COMPTABLES

1/ Description de l'objet social, des activités ou missions sociales et des moyens mis en œuvre

Description de l'objet social de l'entité

L'association L'OLIVIER créée en 1963, présente dans le Vaucluse depuis 1964 et qui, œuvre depuis soixante ans auprès d'un public jeune et adulte porteur de handicap. Ses missions statutaires principales s'inscrivent dans l'exercice de la citoyenneté et l'épanouissement des personnes accompagnées, avec une volonté renforcée de participer à toute action en faveur de celles-ci et de collaborer avec toute association ou organisme ayant des objectifs proches ou similaires.

Ses valeurs fondatrices sont centrées autour de la participation, la co-construction, l'écoute réciproque, l'expression libre.

Consciente de l'évolution des politiques publiques et des mutations de la réglementation et des financements, l'association L'OLIVIER s'attache à proposer une réponse personnalisée à chaque personne conformément à son projet de vie, en s'attelant à faire évoluer ses modèles.

Description de la nature et du périmètre des activités ou des missions sociales réalisées

Créer et gérer des établissements, des services ou tout autre dispositif destinés à des personnes en situation de handicap et/ou perte d'autonomie et/ou relevant d'un accompagnement social et/ou médico-social. Favoriser l'exercice de la citoyenneté, l'épanouissement des personnes accompagnées. Participer à toute action en faveur de ces personnes sous forme d'information du public et de formation de personnel spécialisé. Collaborer avec toute association ou organisme ayant des objectifs proches ou similaires. Organiser et/ou participer à toute action de soutien à l'Association l'Olivier

Participer à la vie publique, la politique médico-sociale et de santé afin d'apporter son expertise et son orientation au niveau du territoire. Réaliser toute opération juridique et financière en lien avec l'objet ci-dessus dans les limites imposées par les textes en vigueur

Participer directement ou indirectement à la gestion de tout organisme quelle qu'en soit la forme juridique, dont l'activité se rattache à l'objet ci-dessus et plus généralement, elle pourra procéder à toute opération commerciale, financière, mobilière, immobilière, de conseil ou de mandat de gestion ou autre se rattachant, directement ou indirectement, en totalité ou en partie, à l'objet ci-dessus spécifié, dans les limites imposées par les textes en vigueur.

Elle pourra également créer, prendre toute participation dans toute entité juridique, existante ou à créer, le cas échéant à prépondérance immobilière, de nature à lui permettre la réalisation de son objet social et/ou lui permettre de favoriser son développement, dans les limites imposées par les textes en vigueur.

2/ Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 Décembre 2022 ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

Les conventions suivantes ont été respectées :

- Continuité de l'exploitation
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- Indépendance des exercices

3/ L'évaluation des éléments inscrits en comptabilité a été pratiquée par référence à la méthode dite des coûts historiques. Plus particulièrement les modes et méthodes d'évaluation ci-après décrits ont été retenus pour les divers postes des comptes annuels.

REGLES ET METHODES COMPTABLES

4/ L'évaluation des éléments inscrits en comptabilité a été pratiquée par référence à la méthode dite des coûts historiques. Plus particulièrement les modes et méthodes d'évaluation ci-après décrits ont été retenus pour les divers postes des comptes annuels.

Immobilisations Corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat, frais accessoires et frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue :

- Immobilisations incorporelles	3 à 5 ans
- Agencements et aménagements des constructions	5 à 50 ans
- Matériel et outillage	2 à 15 ans
- Matériel de transport	5 à 7 ans
- Matériel de bureau et informatique	3 à 5 ans
- Autres immobilisations corporelles	2 à 10 ans

Participations, autres titres immobilisés, valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Provisions réglementées

Le tableau des réserves et provisions décrit, le cas échéant, l'état de ces provisions.

Subventions d'investissement

Le tableau des subventions d'investissement décrit, le cas échéant, l'obtention de nouvelles subventions, les quotes-parts de ces subventions d'investissement virées au résultat, et la diminution des subventions.

Cotisations sans contrepartie

Les cotisations sont comptabilisées en produit lors de leur encaissement effectif.

REGLES ET METHODES COMPTABLES

5/ La présentation des comptes annuels et les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

6/ Il a été fait application des dispositions particulières résultant :

- de l'arrêté du 12 Novembre 2008 relatif aux instructions budgétaires et comptables applicables aux établissements et services privés sociaux et médico-sociaux relevant de l'article R.314-1 du code de l'action sociale et des familles ainsi qu'aux associations et fondations gestionnaires relevant de l'article R.314-81 du même code.
- du règlement n° 2014-03 de l'A.N.C. (Autorité des Normes Comptables) du 5 Juin 2014 relatif au plan comptable général.
- du règlement n° 2018-06 de l'A.N.C. (Autorité des Normes Comptables) du 5 Décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.
- du règlement n° 2019-04 de l'A.N.C. (Autorité des Normes Comptables) du 8 Novembre 2019 relatif aux activités sociales et médico-sociales gérées par des personnes de droit privé à but non lucratif.
- de l'arrêté du 15 Décembre 2021 relatif au plan comptable applicable aux établissements et services privés sociaux et médico-sociaux relevant du I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles.

Gestion contrôlée : Présentation**7/ Résultats de la gestion contrôlée**

Les résultats et les reports à nouveau de la gestion contrôlée dont le détail est fourni en annexe, figurent temporairement dans les fonds propres dans l'attente de l'affectation définitive par les organismes financeurs.

Engagements en matière de retraite

8/ Les engagements en matière d'indemnités de départ en retraite sont valorisés selon la méthode des droits proratisés temporis majorés des charges sociales. Il a été retenu un taux de progression de 2 %, un taux d'actualisation de 3,77%, une rotation spécifique du turn-over et un âge moyen de départ à la retraite de 62 ans.

Les engagements en matière d'indemnités de départ en retraite sont valorisés en annexe des comptes de l'entité.

ANALYSE DES RESULTATS

ACTIVITES ASSOCIATIVES	GESTION PROPRE		GESTION CONTRÔLÉE	
	EXCEDENTS	DEFICITS	EXCEDENTS	DEFICITS
GESTION PROPRE	5 942,51			
SIEGE	25 699,59			
E.S.A.T. B.A.P.C.	39 396,32			
E.S.A.T. B.P.A.S.				12 110,55
S.A.M.S.A.H.				
VIE SOCIALE			8 701,62	2 797,02
SOINS				
I.M.E. L'OLIVIER			432 683,59	
M.A.S. LA SORGUETTE				22 058,05
S.S.E.S. L'OLIVIER			7 014,19	
S.E.S.S.A.D. LA GLORIETTE			7 604,30	
S.A.V.S. LES CLES			3 956,72	
TOTAUX	71 038,42		459 960,42	36 965,62

RESULTATS ADMINISTRATIFS

GESTION CONTRÔLÉE ETABLISSEMENTS SOCIAUX MEDICO-SOCIAUX	RESULTAT COMPTABLE	REPRISE ANTERIEUR	CHARGES AVEC PRISE EN COMPTE DIFFEREE	RESULTAT ADMINISTRATIF
E.S.A.T. B.P.A.S.	-12 110,55	20 059,97	16 336,00	24 285,42
S.A.M.S.A.H.				
VIE SOCIALE	-2 797,02		2 232,00	-565,02
SOINS	8 701,62		177,00	8 878,62
I.M.E. L'OLIVIER	432 683,59		-1 050,00	431 633,59
M.A.S. LA SORGUETTE	-22 058,05	33 115,28	-186,00	10 871,23
S.S.E.S. L'OLIVIER	7 014,19	-1 095,88	9 037,00	14 955,31
S.E.S.S.A.D. LA GLORINETTE	7 604,30	12 276,99	2 596,00	22 477,29
S.A.V.S. LES CLES	3 956,72	-6 900,43	6 428,00	3 484,29
TOTAUX	422 994,80	57 455,93	35 570,00	516 020,73

ANALYSE DES REPORTS A NOUVEAU

ACTIVITES ASSOCIATIVES	GESTION PROPRE		GESTION CONTRÔLÉE	
	REPORTS EXCEDENTAIRES	REPORTS DEFICITAIRES	REPORTS EXCEDENTAIRES	REPORTS DEFICITAIRES
R.A.N. PROPRE	1 957 411,23			
R.A.N. CREDITEUR T.A.	103 411,98			
R.A.N. CREDITEUR	165 654,72			
R.A.N. DEBITEUR		32 438,05		
DEPENSES REFUSEES		51 155,49		
RESULTATS EN ATTENTE T.F.			168 602,31	
P.C.D. / DETTE CONGES A PAYER				384 034,37
RESULTATS DEBITEURS EN ATTENTE T.F.				444 135,74
TOTAUX	2 226 477,93	83 593,54	168 602,31	828 170,11

TABLEAU DES IMMOBILISATIONS

IMMOBILISATIONS	Valeur brute début exercice	Acquisitions	Cessions	Virement poste à poste	Valeur brute fin exercice
Frais d'établissement	133 863,00	8 580,00			142 443,00
Autres immobilisations incorporelles	22 905,80	7 752,00			30 657,80
TOTAL IMMOB. INCORPORELLES	156 768,80	16 332,00			173 100,80
Terrains	282 502,01				282 502,01
Constructions sur sol propre	11 863 884,28				11 863 884,28
Constructions sur sol d'autrui					
Installations générales, agencements des constructions	250 258,88				250 258,88
Install. techniques, Matériel et outillage	921 764,50	139 349,74	3 410,99		1 057 703,25
Install. générales, agencements divers	536 979,56	57 537,49		1 852,45	596 369,50
Matériel de transport	488 123,95		7 500,00		480 623,95
Matériel de bureau et informatique	303 591,93	14 330,23			317 922,16
Mobilier	413 695,96	24 058,52		3 600,00	441 354,48
Autres immobilisations corporelles					
Immobilisations corporelles en cours	356 276,30	464 252,05	4 500,00	-1 852,45	814 175,90
Avances et acomptes	4 157,28		557,28	-3 600,00	
TOTAL IMMOB. CORPORELLES	15 421 234,65	699 528,03	15 968,27		16 104 794,41
Participations et créances rattachées					
Autres titres immobilisés	301 263,75				301 263,75
Prêts et autres immob. financières	206 234,06	20 188,00	6 661,00		219 761,06
TOTAL IMMOB. FINANCIERES	507 497,81	20 188,00	6 661,00		521 024,81
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	16 085 501,26	736 048,03	22 629,27		16 798 920,02

(1) Dont 4 500 euros sur l'I.M.E. reclassé en assurance dommage ouvrage

TABLEAU DES AMORTISSEMENTS

IMMOBILISATIONS AMORTIES	Amortissements début exercice	Augmentations	Diminutions	Virement poste à poste	Amortissements fin exercice
Frais d'établissement	128 033,47	4 920,26			132 953,73
Autres immobilisations incorporelles	11 805,62	3 147,23			14 952,85
TOTAL IMMOB. INCORPORELLES	139 839,09	8 067,49			147 906,58
Aménagement terrains	2 313,51	577,71			2 891,22
Constructions sur sol propre	4 347 469,35	485 883,34			4 833 352,69
Constructions sur sol d'autrui					
Installations générales, agencements des constructions	139 204,65	20 989,54			160 194,19
Install. techniques, Matériel et outillage	665 212,94	68 093,24	3 059,52		730 246,66
Install. générales, agencements divers	267 506,02	44 099,02			311 605,04
Matériel de transport	387 836,01	27 447,97	7 500,00		407 783,98
Matériel de bureau et informatique	210 359,26	31 086,08			241 445,34
Mobilier	359 713,21	29 113,13			388 826,34
Autres immobilisations corporelles					
Immobilisations corporelles en cours					
Avances et acomptes					
TOTAL IMMOB. CORPORELLES	6 379 614,95	707 290,03	10 559,52		7 076 345,46
TOTAL AMORTISSEMENTS	6 519 454,04	715 357,52	10 559,52		7 224 252,04

TABLEAU DES FONDS PROPRES

NATURE	Montant début exercice	Affectation du résultat	Augmentations	Diminutions	A la clôture de l'exercice
Fonds propres sans droit de reprise	410 557,72				410 557,72
Fonds propres avec droit de reprise					
Écarts de réévaluation					
Réserves gestion propre	128 296,66			8 078,10	120 218,56
Réserves gestion contrôlée	2 451 497,97		102 851,74	104 241,17	2 450 108,54
Report à nouveau gestion propre	2 190 280,14	-47 395,75			2 142 884,39
Report à nouveau gestion contrôlée	-47 123,52	-621 911,49	162 305,50	152 838,29	-659 567,80
<i>Excédent ou déficit de l'exercice</i>					
Gestion propre	-20 006,32	20 006,32	71 038,42		71 038,42
Gestion contrôlée	-649 300,92	649 300,92	459 960,42	36 965,62	422 994,80
SITUATION NETTE	4 464 201,73		796 156,08	302 123,18	4 958 234,63
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	224 984,39			31 836,80	193 147,59
Provisions réglementées	19 893,00		3 600,00		23 493,00
TOTAL FONDS PROPRES	4 709 079,12		799 756,08	333 959,98	5 174 875,22

TABLEAU DES RESERVES ET PROVISIONS

NATURE DES RESERVES ET PROVISIONS	Montant début exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Montant fin d'exercice
Réserves statutaires ou contractuelles				
Réserves gestion contrôlée :				
- Investissement	1 257 123,62	48 563,35		1 305 686,97
- Trésorerie	194 545,02		3 189,02	191 356,00
- Compensation des déficits	999 829,33	54 288,39	101 052,15	953 065,57
- Compensation des amortissements				
Autres réserves	128 296,66		8 078,10	120 218,56
TOTAL RESERVES	2 579 794,63	102 851,74	112 319,27	2 570 327,10
Couverture du B.F.R.				
Renouvellement des immobilisations				
Amortissements dérogatoires				
Autres provisions réglementées	19 893,00	3 600,00		23 493,00
TOTAL PROVISIONS REGLEMENTEES	19 893,00	3 600,00		23 493,00
Provisions pour litiges	27 000,00	25 997,05	27 000,00	25 997,05
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour rémunérations des personnes handicapées (E.S.A.T.)	29 076,00		29 076,00	
Provisions pour départ retraite				
Provisions pour grosses réparations				
Autres provisions pour risques et charges				
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	56 076,00	25 997,05	56 076,00	25 997,05
Dépréciation :				
- Immobilisations incorporelles				
- Immobilisations corporelles				
- Immobilisations financières				
- Stocks et en-cours				
- Comptes clients et usagers	159 504,67		155 063,77	4 440,90
- Autres				
TOTAL DEPRECIATION	159 504,67		155 063,77	4 440,90
TOTAL PROVISIONS	235 473,67	29 597,05	211 139,77	53 930,95

SUIVI DES FONDS DEDIES

TABLEAU DE VARIATION DES FONDS DEDIES	Montant initial	Montant début exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Solde à la clôture de l'exercice	
					Montant global	Non utilisé (1)
			A	B	C	D=A+B-C
<u>Contributions financières autorités de tarification</u>						
CNR INVESTISSEMENT						
C.N.R. Travaux sécurité	15 016,00	15 016,00			15 016,00	15 016,00
C.N.R. Mise aux normes	20 000,00	20 000,00			20 000,00	20 000,00
C.N.R. Soutien investissement	40 278,00	35 039,50		6 129,40	28 910,10	
C.N.R. Soutien investissement	64 615,00	57 981,86		10 432,95	47 548,91	
C.N.R. Construction I.M.E.	1 007 371,92	505 116,92		61 500,49	443 616,43	
C.N.R. Mise en sécurité	6 388,00	6 388,00			6 388,00	6 388,00
C.N.R. Invest I.M.E.	400 000,00	237 078,59		16 689,92	220 388,67	
C.N.R. Construction M.A.S.	2 778 660,00	1 234 960,00		185 244,00	1 049 716,00	
C.N.R. Travaux M.A.S.	13 067,00	13 067,00			13 067,00	13 067,00
C.N.R. Renouvel. Immo.	117 144,79	52 064,27		7 809,65	44 254,62	
C.N.R. Invest.	90 000,00	31 515,61		6 819,67	24 695,94	
C.N.R. 2022 Soutien investissement			292 385,34	2 898,75	289 486,59	
C.N.R. Invest 2020 en 2021	5 218,00	3 835,83		1 739,17	2 096,66	
CNR EXPLOITATION						
C.N.R. CPOM	25 000,00	25 000,00		15 000,00	10 000,00	
C.N.R. Stagiaire	28 255,00	27 227,51		1 745,00	25 482,51	
C.N.R. Situation critique	9 285,00	4 635,00		4 635,00		
C.N.R. Internat	125 000,00	125 000,00			125 000,00	125 000,00
C.N.R. Groupe III	3 882,00	3 882,00			3 882,00	3 882,00
C.N.R. Stagiaire	29 037,00	29 037,00			29 037,00	29 037,00
C.N.R. Cas critiques	312 638,00	279 638,00	296 745,87	279 638,40	296 745,47	
C.N.R. Gratification	25 956,62	25 000,00			25 000,00	25 000,00
C.N.R. Masques	2 581,00	2 581,00		2 580,00	1,00	
C.N.R. Stagiaire	4 200,00	4 200,00			4 200,00	4 200,00
C.N.R. Formation T.S.A.	21 300,00	21 300,00			21 300,00	21 300,00
C.N.R. 2022 Cas critique			47 888,00		47 888,00	
Sous-total :	5 144 893,33	2 759 564,09	637 019,21	602 862,40	2 793 720,90	262 890,00
<u>Subventions d'exploitation</u>						
Sous-total :						
<u>Contributions financières d'autres organismes</u>						
Sous-total :						
<u>Ressources liées à la générosité du public</u>						
Sous-total :						
Total	5 144 893,33	2 759 564,09	637 019,21	602 862,40	2 793 720,90	262 890,00

(1) dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices

SUIVI DES SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT

TABLEAU DES SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	Montant début exercice	Augmentations	Diminutions	Solde à la clôture de l'exercice
Montant nominal (Compte 131/138)	A	B	C	D=A+B-C
CONSTRUCTION CPER REGION	137 740,00			137 740,00
CONSTRUCTION M.A.S. C.C.A.H.	299 997,00			299 997,00
AMENAGEMENT SAMSAH/SAVS	26 766,31			26 766,31
TOTAL	464 503,31			464 503,31
TABLEAU DES SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	Montant début exercice	Augmentations	Diminutions	Solde à la clôture de l'exercice
Quotes-parts virées au résultat (Compte 139)	A	B	C	D=A+B-C
CONSTRUCTION CPER REGION	94 453,75	6 492,93		100 946,68
CONSTRUCTION M.A.S. C.C.A.H.	139 050,19	22 667,24		161 717,43
AMENAGEMENT SAMSAH/SAVS	6 014,98	2 676,63		8 691,61
TOTAL	239 518,92	31 836,80		271 355,72

ETAT DES CREANCES ET DETTES

CREANCES		Montant brut	DEGRE DE LIQUIDITE DE L'ACTIF		
			A 1 an au plus	A plus d' 1 an	A plus de 5 ans
Créances rattachées à des participations					
Prêts (1)					
Autres immobilisations financières		9 404,95	9 404,95		
Débiteurs et comptes rattachés		1 724 432,25	1 724 432,25		
Autres créances		242 909,66	242 909,66		
Charges constatées d'avance		8 079,99	8 079,99		
TOTAL CREANCES		1 984 826,85	1 984 826,85		
(1)	Prêts accordés en cours d'exercice				
	Remboursements obtenus en cours d'exercice				
DETTES		Montant brut	DEGRE D'EXIGIBILITE DU PASSIF		
			A 1 an au plus	A plus d' 1 an	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires (1)					
Emprunts (1) et dettes étab. de crédit (2)		5 470 326,04	320 566,80	931 079,37	4 218 679,87
Emprunts et dettes financières diverses (1)					
Fournisseurs et comptes rattachés		253 469,38	253 469,38		
Dettes fiscales et sociales		1 069 006,51	1 069 006,51		
Dettes s/immobilisations et comptes rattachés		166 812,70	166 812,70		
Autres dettes		151 500,73	151 500,73		
Produits constatés d'avance					
TOTAL DETTES		7 111 115,36	1 961 356,12	931 079,37	4 218 679,87
(1)	Emprunts souscrits en cours d'exercice				
	Emprunts remboursés en cours d'exercice		258 403,05		
(2)	Dont à 2 ans au maximum à l'origine		39 481,65		
	Dont à plus de 2 ans à l'origine		5 430 844,39		

PRODUITS A RECEVOIR

MONTANTS DES PRODUITS A RECEVOIR INCLUS DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN

1. Créances rattachées à des participations	
2. Autres immobilisations	
3. Créances usagers et comptes rattachés	138 027,12
4. Autres créances	203 406,27
5. Valeurs mobilières de placement	
6. Disponibilités	
TOTAL	341 433,39

CHARGES A PAYER

MONTANTS DES CHARGES A PAYER INCLUSES DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN

1. Emprunts obligataires	
2. Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	21 334,70
3. Concours bancaires	
4. Emprunts et dettes financières diverses	
5. Dettes fournisseurs et comptes rattachés	130 092,75
6. Dettes fiscales et sociales	659 924,41
7. Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
8. Autres dettes	135 993,07
TOTAL	947 344,93

CHARGES ET PRODUITS CONSTATES D'AVANCE

NATURE DES CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	
1. Charges d'exploitation	8 079,99
2. Charges financières	
3. Charges exceptionnelles	
TOTAL	8 079,99
NATURE DES PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	
4. Produits d'exploitation	
5. Produits financiers	
6. Produits exceptionnels	
TOTAL	

CHARGES ET PRODUITS EXCEPTIONNELS

NATURE DES CHARGES EXCEPTIONNELLES	
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	32 875,82
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	351,47
Dotations aux amortissements et provisions	3 600,00
TOTAL	36 827,29
NATURE DES PRODUITS EXCEPTIONNELS	
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	585 507,35
Produits exceptionnels sur opérations en capital	35 436,80
Reprises sur provisions et transferts de charges	19 397,64
TOTAL	640 341,79

ELEMENTS SIGNIFICATIFS

CHARGES EXCEPTIONNELLES

REGULARISATION IJSS	8 135,18
PERTE S/ AVANCE	3 258,00
PENALITES AMENDES	2 085,00
LITIGE PAIEMENT CARPA	19 397,64
DOT. PROV. REGLEMENTEES	3 600,00

PRODUITS EXCEPTIONNELS

FACTURATION ABSENCES COVID 2020	514 359,74
REGULARISATION IJSS	50 732,65
AIDES APPRENTIS	8 000,00
SOLDE NET A PAYER	5 928,96
REMBOURSEMENT OPCO 2020	3 800,00
I.S. O.S.B.L. 2019 PRESCRIT	2 686,00
PRODUITS CESSIONS ELEM. ACTIFS	3 600,00
QP SUBV. INVEST VERSEE AU RESULTAT	31 836,80
REPRISE PROVISION LITIGE	19 397,64

ENGAGEMENTS FINANCIERS

NATURE DES ENGAGEMENTS DONNES	
. Effets escomptés non échus	
. Avals et cautions donnés	
. Autres engagements donnés	
- Affectation hypothécaire	
- Terrain & construction E.S.A.T. B.P.A.S.	500 000,00
- Construction M.A.S.	694 073,00
- Redevances de crédit-bail	
- Engagements en matière de retraite	489 596,00
TOTAL	1 683 669,00

NATURE DES ENGAGEMENTS RECUS	
. Plafonds de découverts autorisés	
. Avals et cautions reçus	
- Construction M.A.S. - Commune de Montoux 50%	1 750 751,84
- Construction M.A.S. - Département du Vaucluse 50%	1 750 751,84
- Construction I.M.E. - Département du Vaucluse 25%	374 199,87
- Construction I.M.E. - Commune de Montoux 25%	374 199,87
- Construction I.M.E. - Crédit Coopératif 50%	748 399,75
. Autres engagements reçus	
- Biens reçus en crédit-bail	
TOTAL	4 998 303,17

TABLEAU DU PERSONNEL	
----------------------	--

[illegible]

CONCOURS PUBLICS ET SUBVENTIONS

NATURE DES CONCOURS PUBLICS ET SUBVENTIONS	MONTANT
. Concours publics	
À la charge de l'Assurance maladie	8 281 625,78
À la charge de l'État	
À la charge du Département	333 374,13
À la charge des Caisses d'Allocations Familiales	
À la charge d'autres financeurs	731 574,74
. Subventions d'exploitation	
Union Européenne	
État	1 680,73
Région	
Département	
Collectivités territoriales	
Établissements publics à caractère administratif	
Établissements publics à caractère industriel et commercial	
Ville	
. Subventions d'investissement	
Union Européenne	
État	
Région	
Département	
Collectivités territoriales	
Établissements publics à caractère administratif	
Établissements publics à caractère industriel et commercial	
Ville	
TOTAL	9 348 255,38

HONORAIRES DE COMMISSARIAT AUX COMPTES

	CONTRÔLE LEGAL DES COMPTES	S.A.A.C.	TOTAL
.Honoraires T.T.C. au 31/12/2022	27 016,01		27 016,01
TOTAL	27 016,01		27 016,01

